

# Sarkozy en Afrique : quelle rupture ?

Roseline Péluchon – Damien Millet

Lors de sa tournée africaine, Nicolas Sarkozy a fait un certain nombre de déclarations scandaleuses et déplacées. Tout d'abord, à Dakar, il a prôné un « *partenariat* » entre la France et l'Afrique qui soit en rupture avec le passé, proposant de « *chasser les vieux démons du clientélisme, du paternalisme et de l'assistanat* », mais refusant de « *ressasser le passé* » colonial et écartant l'idée de « *repentance* ». A Libreville, il a précisé, avec sa dialectique bien particulière : « *On ne peut pas tout mettre sur le dos de la colonisation (...). La corruption, les dictateurs, les génocides, c'est pas la colonisation.* » Avec ses discours moralisateurs et ses rodomontades, le président français n'est pas à une incohérence près.

Le Gabon est dirigé depuis 40 ans par Omar Bongo, cet « *ami fidèle de la France* », que Sarkozy a remercié pour ses conseils pendant la campagne électorale et reçu à l'Élysée dès le 25 mai. Bongo, pilier de la Françafrique depuis des décennies et large vainqueur d'élections au déroulement douteux, fait actuellement l'objet d'une enquête pour recel de détournement de fonds publics, concernant des biens immobiliers à Paris. Selon une investigation du Sénat états-unien citée par l'association Survie<sup>1</sup>, il se réserverait chaque année 8,5% du budget de ce petit émirat pétrolier qui a fait les beaux jours d'Elf. Le soutien affiché du président français est donc très surprenant quand, dans le même temps, il fustige la corruption, le clientélisme et les dégâts causés par les dictatures...

Dans la même veine, le Club de Paris a annoncé le 19 juillet, sous l'impulsion de la France, un allègement de 15% de la dette bilatérale du Gabon, sous forme de rachat anticipé à valeur décotée. Le 27 juillet, lors de son passage au Gabon, le chef de l'Etat français y a même annoncé une décote plus importante (20%) de la part détenue par la France, la différence étant convertie en investissements pour sauver la forêt, importante richesse gabonaise dont les revenus sont accaparés par le clan au pouvoir. Pourtant, cela n'empêchera pas environ la moitié du budget de l'Etat gabonais de passer dans le service de la dette. Une fois de plus, la dette est au programme quand il s'agit de remercier un « *parrain* » africain tout en continuant d'aspirer les richesses de son pays.

Outre le bois, le Gabon est riche en ressources naturelles : pétrole, fer, manganèse... Son produit national brut par habitant est l'un des plus élevés d'Afrique. Mais la population ne profite en rien de cette manne, et 62% des Gabonais vivent en dessous du seuil de pauvreté. Les plans d'ajustement structurel successifs, imposés par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (privatisations, réduction des budgets sociaux, libéralisation de l'économie, ouverture des marchés, suppression des subventions aux produits de base, etc.), s'ils ont permis l'enrichissement de quelques-uns et ouvert des marchés aux multinationales, n'ont entraîné pour le peuple gabonais que chômage et pauvreté : en 2006, le Gabon était au 124<sup>e</sup> rang sur 177 pour l'indice de développement humain du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

Aucune solution juste et durable ne pourra être trouvée tant que les puissances occidentales, dont la France, n'auront pas tiré toutes les conséquences de leur complicité avec des régimes dictatoriaux et corrompus, voire génocidaires. Les signes d'amitié adressés à des dictateurs corrompus ne font que les renforcer dans leur attitude prédatrice et sont une insulte aux peuples qui en sont les victimes. Le modèle économique néolibéral, soutenu par les dirigeants français, est le terreau idéal pour l'accroissement de la dette, de la pauvreté et de la corruption. Ce modèle, dont la dette est un des centres nerveux, conduit *in fine* à une nouvelle forme de colonisation des pays du tiers-monde. Dans son dernier livre<sup>2</sup>, Eric Toussaint a révélé qu'au moment de l'indépendance du Gabon en 1960, la Banque mondiale lui a transféré les dettes précédemment contractées par la France pour la colonisation du Gabon, en violation complète des règles du droit international. Depuis, la mainmise des dirigeants français sur l'économie gabonaise ne s'est jamais démentie : Omar Bongo en est avant tout le garant. Une dette constituée dans ces conditions est illégitime et n'a pas à être remboursée.

<sup>1</sup> Survie, *Billets d'Afrique*, avril 2007.

<sup>2</sup> Eric Toussaint, *Banque mondiale, le coup d'Etat permanent*, CADTM-Syllepse, 2006.

On arrive là à un point crucial : il n'y a pas d'un côté la France et de l'autre l'Afrique, comme le sous-entend le discours du chef de l'Etat français, ce qui conduit à des interprétations hasardeuses. La réalité est tout autre : il y a d'un côté ceux qui profitent du mécanisme de la dette (créanciers, multinationales, dirigeants des pays riches, mais aussi élites des pays du Sud qui s'enrichissent formidablement) et ceux qui le subissent (populations du Sud, mais aussi du Nord, qui se saignent aux quatre veines pour rembourser une dette immorale et observent souvent une dégradation de leurs conditions de vie). En somme, Sarkozy-Bongo même combat, et nous refusons catégoriquement la logique qu'ils défendent. Les citoyens français, gabonais, sénégalais subissent, à des degrés divers, ce que l'on peut appeler « la brutalité de la dette ».

La colonisation a bloqué toute forme de développement en Afrique. Grâce à la dette, une colonisation économique s'est poursuivie sans relâche et les indépendances n'ont été que des leurres. Aujourd'hui, les peuples africains ne disposent d'aucune souveraineté et les décisions qui les concernent sont prises dans les grandes capitales occidentales. Qui ne tire pas les leçons de son passé est appelé à refaire les mêmes erreurs. La France doit reconnaître ses fautes et réparer les ravages causés par le pillage des richesses et la colonisation, en s'appuyant sur trois mesures significatives : l'annulation totale et inconditionnelle de la dette extérieure publique des pays du Sud ; l'abandon définitif des politiques d'ajustement structurel ; une juste redistribution des richesses à l'échelle planétaire, par exemple en taxant les bénéficiaires des transnationales et les grosses fortunes, à l'opposé de ce qui se fait actuellement. Voilà de quoi initier une véritable rupture, bien loin des figures de style de Nicolas Sarkozy.

Roseline Péluchon et Damien Millet sont animateurs du CADTM France ([www.cadtm.org](http://www.cadtm.org))